

LUTTER CONTRE LA FAST FASHION. HUIT PROPOSITIONS POUR TRANSFORMER L'INDUSTRIE DE LA MODE À L'ÉCHELON EUROPÉEN

Fanny Hervo

23/11/2022

Le nouveau modèle économique de l'industrie du textile et de l'habillement, à la suite du délitement de la filière industrielle européenne, a entraîné une ultra-dépendance des pays européens vis-à-vis des pays producteurs en Asie. Cette industrie est non seulement peu regardante sur la protection des droits humains mais également très nocive pour l'environnement. Que peut faire l'Europe sur les plans humain, environnemental, sanitaire et économique ? Fanny Hervo dresse un état des lieux et propose des pistes pour lutter réellement contre les dégâts de la fast fashion.

Table des matières

Introduction

De la protection de l'humain dans l'industrie de la mode

Lutter contre le travail forcé

Aller vers une rémunération et des droits sociaux décents

De la protection environnementale et sanitaire dans l'industrie de la mode

De l'encadrement d'une industrie polluante et très consommatrice en eau

Vers un meilleur encadrement de la toxicité des produits dans l'industrie textile

Vers une réciprocité des normes européennes à l'importation : la mise en place de mesures-miroirs ?

Des effets de la *fast fashion* sur l'industrie de la mode en Europe

De l'interdépendance de l'Union européenne en matière de mode

Vers une nécessaire évolution des modes de consommation de la mode en Europe ?

Recommandations

Conclusion

Annexe. **Entretien avec Raphaël Glucksmann**

Quelques chiffres-clés

La production mondiale de l'industrie du textile et de l'habillement a **doublé entre 2000 et 2015**. Elle devrait augmenter de 63% d'ici 2030. La production européenne a quant à elle **stagné**, avec une hausse continue des importations venant d'Asie.

Alors que le secteur européen du textile employait **1,5 million de personnes en 2020, près de 13 millions d'ouvriers et d'ouvrières dans le monde** produisaient ainsi la quantité de vêtements consommés dans l'Union européenne.

Chaque année, dans l'Union européenne, **4 millions de tonnes de textiles sont jetées**. Les Européens achètent en moyenne **26 kg de vêtements par an et en jettent 11 kg**. Le débarras d'habits portables représente 460 milliards de dollars chaque année.

Le prix du vêtement a baissé de **30%** entre 1996 et 2008.

La seconde main a triplé depuis 2020 et représente entre 3 et 5% du secteur en 2022.

Synthèse

Ces dernières années, l'industrie de la mode a fréquemment fait parler d'elle. Entre internement de masse des Ouïghours, effondrements mortels d'usines ou hausse pléthorique du bilan carbone – 3,3 milliards de tonnes de CO₂ étant émis chaque année –, tout un modèle économique est à repenser.

À repenser pour protéger ceux qui y travaillent, d'une part. L'industrie de la mode bafoue fréquemment les droits fondamentaux et internationaux en usant notamment du travail forcé pour assurer la forte cadence de sa production. Une pratique aux conséquences dévastatrices pour les travailleurs qui y sont contraints et contre laquelle l'Union européenne entend lutter, *via* notamment la proposition d'interdire les produits issus du travail forcé sur le marché

communautaire. Cette proposition doit toutefois être examinée et votée par le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne pour entrer en vigueur. Il est également possible de lutter contre cette pratique *via* l'établissement de droits sociaux décents, passant tant par de meilleures conditions de travail que par une meilleure rémunération.

Une industrie à repenser en ce qu'elle est délétère pour l'environnement, d'autre part. Outre la toxicité des produits de l'industrie textile – on recense en effet quelque 20 000 substances chimiques différentes dans les vêtements –, cette dernière est une grande consommatrice d'eau et est très polluante. Économie circulaire, nouvelles exigences en matière d'écoconception des vêtements ou interdiction de la destruction des invendus sont en cela les pistes à explorer pour limiter les dommages environnementaux de la mode.

Si ce rapport invite à réfléchir à des pistes pour atténuer les conséquences environnementales de la fast fashion, il ouvre également vers de nouvelles façons de penser l'habillement. Cela passe notamment *via* un contrôle accru de l'Union européenne, dont le secteur du textile a été fortement ébranlé par les délocalisations et la perte de main-d'œuvre qualifiée. Redynamiser le secteur permettrait en cela de produire en Europe. Par ailleurs, une évolution des pratiques est à imaginer : seconde main, responsabilisation des consommateurs, établissement d'un Nutriscore européen ou lutte contre le *greenwashing* sont quelques voies à explorer.

Recommandations

Exporter les normes et valeurs européennes pour protéger l'humain

1. Étendre le champ d'application du devoir de vigilance des entreprises et s'assurer d'un suivi et d'un contrôle effectif de l'application des mesures en vigueur
2. Exiger que les cabinets d'audit sociaux dans l'industrie textile publient des rapports d'audit sur les risques et incidents liés à la sécurité et aux droits des travailleurs

Promouvoir un modèle industriel européen durable en luttant contre la concurrence déloyale

- Aller vers la mise en place de mesures-miroirs ou de clauses-miroirs à l'importation
- Accroître les financements européens à destination des petites et moyennes entreprises de l'industrie textile *via* un programme dédié
- Valoriser la formation dans l'industrie textile (Erasmus +)
- Instaurer une interdiction ferme de destruction des invendus

Renforcer le pouvoir du consommateur européen

- Mettre en place d'un « Nutriscore » européen pour le secteur de l'industrie textile et de l'habillement
- Durcir la réglementation européenne en matière d'étiquetage (étendue à la vente en ligne)

L'autrice :

Fanny Hervo est experte associée à la Fondation Jean-Jaurès. Juriste de formation, elle se spécialise en politiques publiques européennes après une expérience au Parlement européen. Anciennement responsable du plaidoyer au Mouvement européen-France, elle est aujourd'hui consultante en affaires publiques avec un intérêt prononcé pour les politiques environnementales.